

Autonomie stratégique, faux débats et vraies questions »

Tribune

Patrick Bellouard, président d'Euro Défense-France, et Frédéric Mauro, avocat au barreau de Bruxelles, chercheur associé à l'IRIS, reviennent sur les divergences de la France et de l'Allemagne sur la dissuasion nucléaire en Europe.

- La Croix
- le 25/11/2020 à 16:40

Le 2 novembre dernier, la ministre de la défense allemande, Annegret Kramp-Karrenbauer, dite AKK, déclarait dans un média américain : « *Il est temps d'en finir avec l'illusion d'une autonomie stratégique européenne* ».

Cette tribune a jeté un trouble en France, au point de faire réagir Emmanuel Macron qui s'est déclaré en « *profond désaccord* » avec cette affirmation, y voyant un « *contresens de l'histoire* ». Le lendemain AKK, dans un discours à l'académie militaire de Hambourg, atténuait son propos, mais réaffirmait que « *l'idée d'une autonomie stratégique de l'Europe est excessive si elle alimente l'illusion que nous pourrions assurer sécurité, stabilité et prospérité en Europe sans l'Otan et sans les États-Unis* ».

La chercheuse allemande Ulrike Franke, dans une tribune frappée au coin du bon sens, appelait à en finir avec les faux débats en faisant remarquer qu'Allemands et Français étaient d'accord sur l'essentiel : renforcer la défense européenne, même si les arrières-pensées peuvent différer ; convaincre les États-Unis de rester dans un cas, se préparer à un éventuel départ dans l'autre. Toutefois, cela ne suffira pas à dissiper le malaise et il est nécessaire, précisément parce que nous sommes amis et alliés, de mettre les différends sur la table si on veut les résoudre, plutôt que de les glisser sous le tapis.

À perpétuité dans le giron américain ?

En raison de quoi l'Europe serait-elle vulnérable, instable et misérable sans l'Otan et sans les États-Unis ? Quelle loi la condamnerait à perpétuité à se réfugier dans le giron américain ? Au début de sa chaîne d'argumentation, la ministre allemande soulève la question de l'autonomie dans le domaine de la dissuasion nucléaire. Elle affirme que « *l'Amérique et l'Europe doivent pleinement accepter la réalité d'une dissuasion nucléaire américaine permanente sur le continent européen* » et que « *cela signifie que (les États-Unis) doivent maintenir l'Europe sous leur parapluie nucléaire dans l'avenir proche* ». L'Allemagne, quant à elle, « *doit prendre d'urgence la décision de rester dans le cadre du programme de partage nucléaire de l'Otan et affecter rapidement les moyens budgétaires et militaires nécessaires afin de rester un partenaire nucléaire fiable* ».

Si l'on exclut l'hypothèse d'un simple propos de circonstances à la veille de l'élection présidentielle américaine et celle d'une prise de position énergique dans un contexte de vif débat en Allemagne sur le stationnement des armes nucléaires américaines, cette affirmation est dérangeante. D'abord, elle omet les forces nucléaires britanniques et françaises, dont la contribution à la défense de l'Alliance atlantique est consacrée depuis la déclaration d'Ottawa de 1974. Cinq cents têtes nucléaires, c'est plus que toutes les bombes nucléaires américaines en Europe.

La seule dissuasion crédible en Europe est la Française

Ensuite, la crédibilité de la dissuasion nucléaire américaine sur le sol européen repose toujours techniquement sur des bombes à gravitation des années 1960, qui doivent être larguées, au maximum, à une vingtaine de kilomètres de leur objectif. Autant dire qu'elles n'ont quasiment aucune chance d'atteindre le sol russe compte tenu de l'efficacité des défenses antiaériennes de ce pays. En supposant que la menace d'une invasion de

l'Europe par la Russie ne soit pas une menace fantôme, la seule possibilité d'une dissuasion crédible serait pour l'Allemagne de disposer de missiles de croisière à tête nucléaire que, pour l'instant, la France est seule à détenir en Europe.

La seule valeur des bombes nucléaires américaines (conçues pour un usage tactique sur le champ de bataille) est donc politique. La vraie dissuasion nucléaire américaine n'est pas en Allemagne, mais en Amérique et dans ses sous-marins. Cela à condition de tenir pour acquis l'engagement nucléaire automatique de Washington. En est-on si sûr ? C'est pour éviter de se poser la question, et par crainte de la réponse, que le général de Gaulle a tenu à ce que la France ait sa propre force de frappe. Et c'est la raison pour laquelle Emmanuel Macron a proposé à ses partenaires européens d'engager un « dialogue stratégique » à ce sujet. Manifestement ce dialogue n'intéresse nullement AKK et c'est bien dommage, car on ne peut à la fois affirmer l'importance de la dissuasion nucléaire pour la protection de l'Allemagne et refuser d'en débattre avec les Français.

Au début de toute action il y a l'intention. L'intention allemande est-elle de « reconnaître que, pour le futur prévisible, nous resterons dépendants » (des Américains) ? Et quelles conséquences en tirer ? Toute protection a un coût et tout protecteur finit par le faire payer à ses protégés. Du reste, l'Amérique veut-elle des alliés ou des vassaux ? Pourquoi 350 millions d'Américains accepteraient-ils d'assurer la sécurité de près de 500 millions d'Européens aussi riches qu'eux ? Comment pourrions-nous aider les États-Unis en mer de Chine si nous sommes incapables de défendre nos frontières en Méditerranée ?

Boussole stratégique

Ne s'agit-il que de mots creux que n'appuierait aucun engagement « réaliste » ? Ou bien l'intention est-elle vraiment de construire une Europe « capable de

se défendre et de défendre ses citoyens » ? De « *prendre son destin entre ses mains* », comme l'affirmait récemment Angela Merkel ? Une Europe « géopolitique », disposant d'une « boussole stratégique », capable de décider et d'agir en matière militaire, avec nos alliés chaque fois que possible, mais seule si nécessaire, ce qui est la définition même de l'autonomie stratégique ? Il est indispensable d'être au clair sur les réponses à apporter à ces questions, car pour mener à bien un projet aussi structurant et irréversible que celui de la défense européenne, il faut qu'il y ait une convergence absolue des intentions et que la détermination de ceux qui les portent perdure et soit sans faille. Certes, le cap peut varier en fonction des dépressions, et il y en aura encore à traverser. Mais il faut qu'il y ait accord sur la direction du voyage et la destination d'arrivée.

Déclarations fracassantes

Pour cela il est indispensable que les dirigeants européens, au premier rang desquels les Allemands et les Français, soient capables de sceller, loin des micros et des caméras, un pacte indissoluble. Manifestement nous n'y sommes pas encore. La déclaration d'AKK aura eu au moins le mérite de montrer que les Français n'ont pas le monopole des déclarations fracassantes... qui soulèvent les bonnes questions.